

# La revue financière

Publication du ministère des Finances

## Faits saillants

### Décembre 2001 : excédent budgétaire de 1,5 milliard de dollars

Le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 1,5 milliard de dollars en décembre 2001, soit 1,9 milliard de moins que l'excédent de 3,3 milliards déclaré en décembre 2000. D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont régressé de 0,6 milliard, surtout en raison de la baisse des recettes d'impôt des sociétés attribuable à la faiblesse des bénéficiaires des sociétés. Les dépenses de programmes ont augmenté de 1,5 milliard, en grande partie sous l'effet de l'augmentation des prestations d'assurance-emploi ainsi que des dépenses de fonctionnement et d'immobilisation des ministères, en réaction aux événements du 11 septembre. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard, surtout en raison de la baisse des taux d'intérêt. Compte tenu des cycles mensuels des recettes budgétaires, un excédent était attendu en décembre.

### D'avril à décembre 2001 : excédent budgétaire de 13,4 milliards de dollars

L'excédent budgétaire pour la période d'avril à décembre 2001 a été estimé à 13,4 milliards de dollars, en baisse de 5,4 milliards par rapport à l'excédent de 18,8 milliards dégagé pour la même période en 2000-2001. La baisse de l'excédent jusqu'ici découle des répercussions continues des réductions d'impôt et des initiatives de dépenses instaurées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000, ainsi que des mesures annoncées avant le budget de décembre 2001. En outre, l'effet du ralentissement de l'économie sur la plupart des principales composantes des recettes et sur les prestations d'assurance-emploi a nui aux résultats financiers, en comparaison de la même période l'an dernier. Les résultats obtenus jusqu'ici sont conformes aux attentes pour l'ensemble de l'année, comme il a été précisé dans le budget de décembre 2001.

### Décembre 2001 : résultats budgétaires

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont reculé de 0,6 milliard de dollars, soit 3,9 %, surtout sous l'effet de la baisse des rentrées d'impôt des sociétés.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont très légèrement augmenté. La croissance globale a été restreinte par le ralentissement de l'économie, l'incidence des réductions d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000, et les mesures de bonification de la Prestation fiscale canadienne pour enfants annoncées dans les budgets précédents.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont diminué de 0,7 milliard de dollars, soit 28,9 %, en raison de la baisse marquée des bénéficiaires en 2001 par rapport à 2000, ainsi que sous l'effet des réductions des taux d'imposition entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001.
- Les recettes obtenues au titre des cotisations d'assurance-emploi ont régressé de 1,2 %, principalement en raison de la réduction des taux de cotisation (le taux des salariés en 2001 s'établit à 2,25 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables comparativement à 2,40 \$ en 2000).
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, soit 9,0 %, ce qui a permis de compenser en partie la baisse accusée en



# La revue financière

Tableau 1

## État sommaire des opérations

	décembre		d'avril à décembre	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
	(M\$)			
<b>Opérations budgétaires</b>				
Recettes	16 310	15 680	131 618	131 229
Dépenses de programmes	-9 515	-11 016	-81 751	-88 175
Solde de fonctionnement	6 795	4 664	49 867	43 054
Frais de la dette publique	-3 486	-3 206	-31 024	-29 612
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 309	1 458	18 843	13 442
<b>Opérations non budgétaires</b>	-5 620	-3 067	-9 691	-13 992
<b>Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)</b>	-2 311	-1 609	9 152	-550
<b>Opérations de change</b>	609	-142	-1 323	-643
<b>Solde financier net</b>	-1 702	-1 751	7 829	-1 193
<b>Variation nette des emprunts</b>	-6 870	-6 858	-16 616	-6 997
<b>Variation nette de l'encaisse</b>	-8 572	-8 609	-8 787	-8 190
<b>Encaisse à la fin de la période</b>			4 167	4 992

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

novembre. Toutes les composantes ont affiché des hausses. L'augmentation des recettes de taxe sur les produits et services (TPS) et celle des droits de douane à l'importation reflètent en partie le rattrapage du retard accumulé dans le traitement des importations en raison des événements du 11 septembre. La hausse des taxes fédérales sur les produits du tabac entrée en vigueur le 2 novembre 2001 a contribué à l'augmentation des recettes des taxes de vente et d'accise.

- Les recettes non fiscales ont diminué de 24,5 %, traduisant en grande partie la baisse des taux d'intérêt.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 1,5 milliard de dollars, soit 15,8 %. La plus grande partie de cette progression est attribuable à l'augmentation des prestations d'assurance-emploi et à celle des dépenses de fonctionnement et d'immobilisation dans les ministères.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, soit 24,1 %, en raison des prestations aux aînés et des prestations d'assurance-emploi plus élevées. Cette augmentation des prestations d'assurance-emploi reflète l'incidence de la bonification des prestations annoncée dans le budget de février 2000 et en septembre 2000, et l'augmentation du nombre de bénéficiaires attribuable à l'essoufflement de l'économie.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 0,1 milliard de dollars, soit 6,8 %. L'augmentation constatée au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) découle de l'entente conclue par les premiers ministres en septembre 2000 afin de porter le financement de base de 13,5 milliards en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. La diminution des transferts entre administrations s'explique par le calendrier des paiements.

Tableau 2

## Recettes budgétaires

	décembre		variation	d'avril à décembre		
	2000	2001		2000-2001	2001-2002	variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
<b>Impôts sur le revenu</b>						
Impôt sur le revenu des particuliers	9 149	9 191	0,5	64 139	64 536	0,6
Impôt sur le revenu des sociétés	2 432	1 728	-28,9	17 512	16 812	-4,0
Autres	283	311	9,9	2 348	2 653	13,0
Total des recettes d'impôt sur le revenu	11 864	11 230	-5,3	83 999	84 001	0,0
<b>Cotisations d'assurance-emploi</b>	964	952	-1,2	13 586	12 998	-4,3
<b>Taxes et droits d'accise</b>						
Taxe sur les produits et services	1 773	1 815	2,4	19 115	19 190	0,4
Droits de douane à l'importation	202	295	46,0	2 074	2 246	8,3
Taxes de vente et d'accise	620	718	15,8	6 309	6 581	4,3
Total des taxes et droits d'accise	2 595	2 828	9,0	27 498	28 017	1,9
<b>Total des recettes fiscales</b>	15 423	15 010	-2,7	125 083	125 016	-0,1
<b>Recettes non fiscales</b>	887	670	-24,5	6 535	6 213	-4,9
<b>Total des recettes budgétaires</b>	16 310	15 680	-3,9	131 618	131 229	-0,3

- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes réduite des principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, soit 14,5 %, sous l'effet des dépenses additionnelles occasionnées par les mesures adoptées en réaction aux événements du 11 septembre.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard de dollars, soit 8,0 %, surtout en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette.

### D'avril à décembre 2001 : résultats budgétaires

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2001-2002, l'excédent budgétaire a été estimé à 13,4 milliards de dollars, en baisse de 5,4 milliards comparativement à l'excédent déclaré pour la même période en 2000-2001. Les dépenses de programmes ont augmenté de 6,4 milliards tandis que les recettes budgétaires diminuaient de 0,4 milliard. L'incidence de ces facteurs sur le solde budgétaire a été atténuée par la baisse de 1,4 milliard des frais de la dette publique.

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des recettes budgétaires :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont légèrement augmenté. En effet, la hausse des versements finaux d'impôt reçus en avril et en mai à l'égard de l'année d'imposition 2000 et l'effet des rajustements pour années antérieures modifiant les résultats d'octobre 2000 ont compensé l'incidence des mesures de réduction d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000.
- Les recettes de l'impôt des sociétés ont régressé de 4,0 %, sous l'effet de la baisse des bénéfices des sociétés et de la réduction des taux d'imposition. D'importants reculs d'une année sur l'autre sont attendus pour le reste de l'exercice en raison de la diminution des règlements finaux attribuable à la baisse des bénéfices des sociétés en 2001 et à la décision du budget de décembre 2001 consistant à reporter les paiements d'impôt des petites entreprises pour les mois de janvier, de février et de mars 2002.

# La revue financière

Tableau 3

## Dépenses budgétaires

	décembre			d'avril à décembre		
	2000	2001	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
<b>Paiements de transfert</b>						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 038	2 151	5,5	18 079	18 926	4,7
Prestations d'assurance-emploi	902	1 497	66,0	7 618	9 543	25,3
Total	2 940	3 648	24,1	25 697	28 469	10,8
Autres ordres de gouvernement						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 125	1 442	28,2	10 125	12 975	28,1
Transferts fiscaux	1 194	1 048	-12,2	9 021	9 363	3,8
Fonds pour les appareils médicaux				1 000		
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-206	-233	13,1	-1 850	-1 865	0,8
Total	2 113	2 257	6,8	18 296	20 473	11,9
<b>Dépenses de programmes directes</b>						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	97	41	-57,7	383	566	47,8
Affaires étrangères	122	169	38,5	1 024	1 169	14,2
Santé	80	79	-1,3	819	929	13,4
Développement des ressources humaines	208	103	-50,5	815	1 008	23,7
Affaires indiennes et du Nord	306	323	5,6	3 267	3 055	-6,5
Industrie et développement régional	192	155	-19,3	1 013	1 113	9,9
Anciens combattants	119	130	9,2	1 078	1 130	4,8
Autres	198	234	18,2	1 576	1 873	18,8
Total	1 322	1 234	-6,7	9 975	10 843	8,7
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	103	133	29,1	778	851	9,4
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	233	55,3	1 370	1 522	11,1
Autres	190	135	-28,9	1 137	1 223	7,6
Total	443	501	13,1	3 285	3 596	9,5
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	814	1 089	33,8	7 648	8 085	5,7
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 883	2 287	21,5	16 850	16 709	-0,8
Total	2 697	3 376	25,2	24 498	24 794	1,2
Total des dépenses de programmes directes	4 462	5 111	14,5	37 758	39 233	3,9
<b>Total des dépenses de programmes</b>	<b>9 515</b>	<b>11 016</b>	<b>15,8</b>	<b>81 751</b>	<b>88 175</b>	<b>7,9</b>
<b>Frais de la dette publique</b>	<b>3 486</b>	<b>3 206</b>	<b>-8,0</b>	<b>31 024</b>	<b>29 612</b>	<b>-4,6</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>13 001</b>	<b>14 222</b>	<b>9,4</b>	<b>112 775</b>	<b>117 787</b>	<b>4,4</b>
Poste pour mémoire :						
total des transferts	6 375	7 139	12,0	53 968	59 785	10,8

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont chuté de 4,3 %. En effet, l'incidence des rajustements pour années antérieures (qui ont influé sur les résultats d'octobre 2000), jumelée à la réduction des taux de cotisation, a largement neutralisé la croissance du nombre de salariés, qui versent des cotisations.
- Les recettes obtenues au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, soit 1,9 %. Les recettes de TPS ont légèrement progressé, les droits de douane à l'importation ont grimpé de 8,3 %, et les taxes de vente et d'accise ont augmenté de 4,3 %.
- Les recettes non fiscales ont diminué de 4,9 %.

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des dépenses de programmes :

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 10,8 % en raison de la hausse des prestations versées aux aînés et des prestations d'assurance-emploi. La progression des prestations aux aînés traduit l'augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et la hausse du montant moyen des prestations, qui sont indexées à l'inflation. L'augmentation des prestations d'assurance-emploi est principalement attribuable à l'effet des améliorations apportées au programme, de même qu'à une augmentation du nombre de bénéficiaires.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 11,9 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS et des programmes de transferts entre administrations. L'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS reflète l'entente conclue en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. L'augmentation des transferts entre administrations est principalement attribuable à la hausse des droits à péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 3,9 %. L'évolution de cette composante dépend en grande partie du

calendrier des paiements ainsi que de la mise en œuvre complète de la nouvelle Stratégie d'information financière. L'instauration du nouveau système a entraîné la modification du profil mensuel des dépenses. Il en résultera qu'une plus grande partie des dépenses sera comptabilisée dans la seconde moitié de l'année par rapport aux années précédentes.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 1,4 milliard de dollars, traduisant la baisse de l'encours de la dette portant intérêt et celle du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

## **Besoins financiers de 0,6 milliard de dollars (opérations de change exclues) d'avril à décembre 2001**

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 14,0 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de 2001-2002, comparativement à des besoins nets de 9,7 milliards pour la période correspondante de 2000-2001. L'augmentation observée jusqu'ici est attribuable aux transferts des actifs de régimes de retraite applicables aux sociétés d'État qui établissent leurs propres régimes de retraite et à l'augmentation des transferts au compte du Régime de pensions du Canada.

# La revue financière

Tableau 4

## Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	décembre		d'avril à décembre	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
			(M\$)	
<b>Solde budgétaire (déficit ou excédent)</b>	3 309	1 458	18 843	13 442
<b>Prêts, placements et avances</b>				
Sociétés d'État	40	70	348	499
Autres	28	-199	-843	-1 131
Total	68	-129	-495	-632
<b>Comptes à fins déterminées</b>				
Compte du Régime de pensions du Canada	-497	-94	-524	-2 041
Comptes de pension de retraite	-152	44	1 554	-1 508
Autres	-8	-21	-48	57
Total	-657	-71	982	-3 492
<b>Autres opérations</b>	-5 031	-2 867	-10 178	-9 868
<b>Total des opérations non budgétaires</b>	-5 620	-3 067	-9 691	-13 992
<b>Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)</b>	-2 311	-1 609	9 152	-550
<b>Opérations de change</b>	609	-142	-1 323	-643
<b>Solde financier net</b>	-1 702	-1 751	7 829	-1 193

Tableau 5

## Solde financier net et emprunts nets

	décembre		d'avril à décembre	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
			(M\$)	
<b>Solde financier net</b>	-1 702	-1 751	7 829	-1 193
<b>Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts</b>				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-7 130	-6 663	8 319	-5 860
Obligations d'épargne du Canada	-400	800	-21 150	6 300
Bons du Trésor	20	-107	-1 204	-2 618
Autres	-133	-1	-95	-22
Total	-7 643	-5 971	-14 130	-2 200
Payables en devises				
Obligations négociables	0	0	-2 202	-1 576
Billets et prêts				-41
Bons du Canada	773	-887	-248	-3 007
Billets du Canada	0	0	-36	-173
Total	773	-887	-2 486	-4 797
<b>Variation nette des emprunts</b>	-6 870	-6 858	-16 616	-6 997
<b>Variation de l'encaisse</b>	-8 572	-8 609	-8 787	-8 190

Tableau 6

## État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2001	31 décembre 2001	variation
		(M\$)	
<b>Passif</b>			
Créditeurs, charges à payer et provisions	43 644	31 518	-12 126
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 185	127 677	-1 508
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 391	4 350	-2 041
Autres régimes de retraite et autres comptes	7 253	7 310	57
Total des régimes de retraite et autres comptes	142 829	139 337	-3 492
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 973	289 113	-5 860
Bons du Trésor	88 700	95 000	6 300
Obligations d'épargne du Canada	26 099	23 481	-2 618
Autres	3 473	3 451	-22
Total partiel	413 245	411 045	-2 200
Payable en devises	33 158	28 361	-4 797
Total de la dette non échue	446 403	439 406	-6 997
Total de la dette portant intérêt	589 232	578 744	-10 488
Total du passif	632 876	610 262	-22 614
<b>Actif</b>			
Encaisse et débiteurs	19 186	8 739	-10 447
Comptes d'opérations de change	50 270	50 913	643
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	16 042	16 674	632
Total de l'actif	85 498	76 326	-9 172
<b>Déficit accumulé (dette publique nette)</b>	547 378	533 936	-13 442

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 13,4 milliards de dollars et des besoins nets de 14,0 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, on observe des besoins financiers (opérations de change exclues) de 0,6 milliard d'avril à décembre 2001, comparativement à des ressources de 9,2 milliards pour la période correspondante de 2000-2001.

### Besoins financiers nets de 1,2 milliard de dollars d'avril à décembre 2001

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves

canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les neuf premiers mois de 2001-2002 ont été marqués par des besoins financiers nets de 0,6 milliard de dollars, comparativement à des besoins nets de 1,3 milliard pour la même période de 2000-2001.

Avec un excédent budgétaire de 13,4 milliards de dollars, des besoins nets de 14,0 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 0,6 milliard au titre des opérations de change, on observe des besoins financiers nets de 1,2 milliard pour la période d'avril à décembre 2001, comparativement à des ressources nettes de 7,8 milliards pendant la période correspondante de 2000-2001.

## **Les emprunts nets en baisse de 7,0 milliards de dollars d'avril à décembre 2001**

Malgré des besoins financiers nets de 1,2 milliard de dollars au cours des neuf premiers mois de 2001-2002, le gouvernement a retranché 7,0 milliards de sa dette contractée sur les marchés au moyen d'une mise à disposition des soldes de caisse. Le niveau des soldes de caisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, dont l'échéance périodique des grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement sur une base mensuelle. À la fin de décembre 2001, ils s'établissaient à 5,0 milliards de dollars, en baisse de 8,2 milliards par rapport au 31 mars 2001.

